

**Arrêté préfectoral portant abrogation de mise en demeure  
Société DS SMITH PACKAGING  
Commune de Saint Just en Chaussée**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 délivré à la société DS SMITH PACKAGING relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication de carton ondulé multicouche sur le territoire de la commune de Saint Just en Chaussée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2022 portant mise en demeure à l'encontre de la société DS SMITH PACKAGING à Saint Just en Chaussée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport Q18 du 26 janvier 2024 de la société Bureau Veritas ;

Vu le plan d'intervention mis à jour le 7 mars 2024 et intégré dans le plan d'opération interne de l'établissement DS SMITH PACKAGING ;

Vu le rapport et les propositions du 3 juin 2024 de l'inspection des installations classées ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 2 avril 2024, l'exploitant a présenté le Q18 daté du 26 janvier 2024 réalisé par la société Bureau Veritas. Il y est mentionné que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;
2. lors de la visite d'inspection du 2 avril 2024, l'exploitant a présenté le plan d'intervention mis à jour le 7 mars 2024 qui est intégré au plan d'opération interne ;

3. au vu de ces éléments, les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2022 sont respectées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 22 septembre 2022 pris à l'encontre de la société DS SMITH PACKAGING sise à Saint Just en Chaussée est abrogé.

### **Article 2 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 3 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint Just en Chaussée pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Saint Just en Chaussée fait connaître, par procès verbal adressé à la Préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 4:**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, le maire de Saint Just en Chaussée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 26 JUIN 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

**Destinataires :**

Société DS SMITH PACKAGING

Madame la sous-préfète de Clermont

Monsieur le Maire de Saint Just en Chaussée

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

Madame l'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

